

la nouvelle **ACTION FRANÇAISE**

1 F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIÈME ANNÉE - 8-11-1972 - N° 80

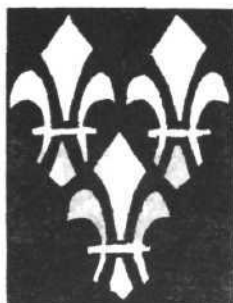
le gaullisme à la dérive ?

vietnam :

américains
et vietnamiens

pour une
révolution
contre-
révolutionnaire

par g. leclerc



ezra pound

Ainsi, Ezra Pound est mort. Mort à Venise. C'est aussi près du Palais des Doges qu'en 1907, il était né à la vie littéraire, en y publiant son premier recueil poétique : *A Lume Spento*. Tout de suite, ce déraciné absolu avait trouvé, avec l'Italie, le lieu où allait se construire sa personnalité. C'est à Londres, cependant, qu'il fit la connaissance de Robert Frost et de William Yeats, puis à Paris, après 1915, de T.S. Eliot et de James Joyce.

À l'époque, la poésie américaine se limitait pratiquement à Edgar Poe et Walt Whitman. Pound fut l'initiateur d'un mouvement, l'école *imagiste*. Les jeunes poètes américains privilégiaient alors l'image instantanée, kaléidoscopique, ou stroboscopique. Sans doute en restera-t-il quelque chose dans les *Cantos* : mais, plus que d'un grand apport théorique, cette école aura été un grand révélateur de talents.

Un peu plus tard, Pound fréquentera la librairie de Sylvia Beach, « Shakespeare & Company ». Il y rencontra en particulier Hemingway : « *Ezra était l'écrivain le plus généreux que j'aie connu, et le plus désintéressé. Il aidait les poètes, les peintres, les sculpteurs et les prosateurs en qui il avait foi, et il aurait aidé quiconque avait besoin de lui, avec ou sans foi* (1). »

Mais, peu à peu, la vigueur de son souci poétique l'amène à préciser son jugement sur la société américaine, dont « l'ignorance et le déclin » le terrifient. Il en vient à des considérations politiques, économiques et même monétaires qui portent une violente condamnation de l'usure, ainsi définie : « *Droit prélevé pour l'utilisation du pouvoir d'achat sans tenir compte de la production ; souvent sans tenir compte des possibilités de production.* » C'est un thème que Pound abordera souvent. La bête aux cent pattes, Le cancer du monde, voilà le signe sous lequel s'est placé l'enfer du monde moderne.

Une grande fresque historique se fait jour, où, aux sociétés antiques, à la civilisation chinoise et à l'univers du Moyen Âge et de la Renaissance, vient s'opposer le règne de l'usure. Les *Cantos* seront l'épopée où Pound pourra crier son déchirement et son désespoir. Cent neuf *Cantos* seront rédigés entre 1920 et la mort de l'auteur. On peut citer l'un des deux directement consacrés à l'usure (XLV et LI) :

Avec l'usure nul homme n'a maison de bonne pierre
chacune taillée puis ajustée
afin que le décor puisse orner la façade
avec l'usure
nul ne possède un paradis peint aux murs de l'église
harpes et luz (...)
Duccio ne vient pas de l'usure

Ni Pier della Francesca ; ni de l'usure Zuan Bellin
ni peinte « La Callunia »,
Ni de l'usure Angelico ; ni Ambrogio Prædis,
Ni l'église de pierre taillée signée : Adamome fecit.

Ni de l'usure Saint-Trophime
Ni de l'usure Saint-Hilaire.
L'Usure a fait rouiller le ciseau.
Rouiller l'art et l'artisan...

Cette condamnation sans équivoque de la ploutocratie contemporaine conduira Pound, installé en Italie, à parler à Radio-Rome, sur les ondes mussoliniennes. Il le fera d'ailleurs en toute liberté, mais jugera bon de continuer à user de cette liberté alors même que les Etats-Unis entraient en guerre contre l'Italie. Arrêté par l'armée américaine en 1945, interrogé et inculpé à Gênes, il fut transporté en voiture à Pise et enfermé dans une cage en fil de fer barbelé. Le toit n'étant lui-même qu'en grillage, on lui donna trois couvertures. Il ne pouvait communiquer avec personne, et des projecteurs illuminaient sa cage vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Au bout d'un mois et demi de ce traitement, il fit une dépression nerveuse qui permit de l'installer dans une tente où il peut obtenir deux livres : une Bible, et un Confucius en chinois. Ayant aussi la possibilité d'écrire, il commença son soixante-quatorzième *Canto*, premier de la série des *Cantos pisans* (dont une traduction française a été publiée aux Editions de l'Herne).

Transféré en Amérique, il ne put échapper à une probable condamnation à mort que grâce à une commission médicale concluant à sa démence. Il fut alors interné à l'hôpital psychiatrique Sainte-Elizabeth, près de Washington. Il fut libéré en 1958, sur les instances d'Hemingway et de Dag Hammarskjöld.

Son destin ne pouvait plus, dès lors, qu'être italien. Il s'est installé dans le Haut-Adige, où il est resté jusqu'à sa mort. Il reverra Paris en 1965, à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire, et de la publication des premières traductions françaises de ses œuvres.

Pound est devenu la victime d'un processus analogue à celui où s'est trouvé engagé Louis-Ferdinand Céline : l'hyper-lucidité risque toujours d'introduire une certaine naïveté dans les comportements. Il reste que trois prix Nobel, William Faulkner en 1950, Ernest Hemingway en 1954, John Steinbeck en 1962, ont, à l'occasion de leur consécration par l'Académie suédoise, déclaré publiquement que c'est Ezra Pound qui aurait dû recevoir le prix à leur place.

Mais, avant même de jeter son dernier regard sur Venise, Pound avait rédigé son testament de poète, qui restera son dernier mot :

Ce que tu as su aimer demeure,
le reste est déchet
Ce que tu as su aimer ne te sera pas arraché
Ce que tu as su aimer est ton seul héritage
A qui est le monde, à moi, ou aux autres,
ou n'est-il à personne ?
D'abord vint le visible, et puis le palpable
Paradis, bien qu'il fût aux portes de l'Enfer
Ce que tu as su aimer est ton seul héritage
Ce que tu as su aimer ne te sera pas arraché (2).

Christian DELAROCHE.

NAF. TELEX

• JUSTICE ET VERITE. — Le Garde des Sceaux vient d'affirmer qu'après la crise aiguë de recrutement des Magistrats qui existait en 1969, la situation est aujourd'hui redressée. Malheureusement la presse du même jour annonce qu'en raison de l'insuffisance des effectifs (6 postes sur 12 non pourvus) l'Assemblée générale des Magistrats du Tribunal de Béthune vient de décider la suppression de plusieurs audiences.

• LE F.J.P. présentera quatre-vingts candidats aux prochaines élections. Le fait que d'autres gaulistes s'opposent à la majorité ne nous déplaît pas... surtout lorsqu'ils dénoncent en même temps l'europhisme de M. Pompidou.

• MAJORITE. — Les cinq « jeunes députés U.D.R. » auteurs d'un manifeste très critique pour les institutions (cf. éditorial) ont participé à un dîner chez Giscard d'Estaing récemment, comme par hasard.

• CONSOMMATEURS. — La revue *Que choisir* a fait une expérience édifiante. Elle a présenté à sept garagistes parisiens une Renault 6 en parfait état de marche, ayant seulement 17.500 kms, mais dont l'allumage avait été volontairement déréglé. Un simple coup de tournevis suffisait à remettre les choses en place. Or les factures des garages ont varié de 10 à... 146,84 F et en tout quatorze pièces de rechange ont été facturées ! Mais n'en doutons pas, M. Messmer, qui a promis dans son dernier discours de protéger les consommateurs, va y mettre bon ordre.

• ENVIRONNEMENT. — Un projet de réseau routier enlèverait la corolle du lac d'Enghien. Le lac serait appelé à devenir un simple étang bordé de macadam et de béton. Ce sera plus poétique.

• S.M.I.C. — Le gouvernement a porté le S.M.I.C. à 4,55 F de l'heure, soit 887 F par mois sur la base de 44 h 30 par semaine. En un an il aura été élevé de 18 %. Geste spectaculaire et pas trop coûteux malgré tout, car les « smicards » sont relativement peu nombreux en France. En revanche, le pouvoir d'achat réel des autres salariés — y compris ceux qui gagnent seulement quelques milliers de francs de plus que les smicards, n'a augmenté que de 3 % cette année.

• CANADA. — Sévère défaite du Parti libéral au pouvoir de 1962 qui perd près d'un tiers de ses sièges aux élections générales, cependant que le Parti conservateur progressiste en gagne trente-cinq. Les libéraux vont donc devoir abandonner le pouvoir. A noter qu'ils ont remporté les trois quarts des sièges dans le Québec à cause des efforts (timides) de bilinguisme tentés par Pierre-Elliott Trudeau. Il est à prévoir que demain le Québec, mis en position de paria par le gouvernement fédéral, va se sentir de plus en plus mal à l'aise au sein de la Fédération canadienne.

• PROVENCE. — La patente que payait la Compagnie Nationale du Rhône est supprimée par voie de dégrèvement, suite à un arrêt du Conseil d'Etat. Coup dur pour les communes qui recevaient cette patente (la patente représentait 12 % du budget de Bollène). Heureusement que la mise en œuvre de sociétés d'économie mixte style le

(1) Hemingway : « Paris est une fête » (Livre

le gaullisme à la dérive ?

Jeudi 9 novembre, il y a deux ans que Charles de Gaulle est mort. Tout se passe comme si les gaullistes voulaient célébrer cet anniversaire en annonçant par la même occasion la mort du gaullisme.

Le « grand dessein » de Charles de Gaulle avait été de restaurer l'Etat et d'assurer, dans le même temps, la participation des Français. A voir les propos désabusés de ses héritiers, stimulés par la réflexion morose à l'approche des élections, on peut douter qu'il ait été réalisé.

De toutes parts on ne parle, dans les rangs de la majorité, que d'institutions à modifier, de société à réformer.

C'est M. Jeanneney qui, rejoignant à grands fracas les réformateurs, reproche aux hommes du pouvoir : d'« ajourner toute vraie réforme, de maintenir les situations acquises, de faciliter les jeux d'intérêts puissants, de gouverner au jour le jour en lâchant du lest, ici ou là, afin de mieux conserver. »

C'est M. Sanguinetti qui déclare que le fonctionnement de la représentation nationale est défectueux et décide de ne pas arborer le sigle U.D.R. aux prochaines élections.

C'est M. Michel Debré qui, malgré son appartenance au gouvernement, écrit dans son dernier ouvrage *Une certaine idée de la France* :

« Un crime se commet sous nos yeux : le gaullisme — ce à quoi nous avons cru, ce pour quoi nous avons milité — se meurt, et il se meurt assassiné. »

« Jadis, alors que de Gaulle était au pouvoir et vivant, il arrivait qu'on le trahît. Les coupables, une fois découverts, étaient d'ordinaire punis. Aujourd'hui qu'il a dû quitter le pouvoir et qu'il est mort, on fait mieux : on se l'annexe, ce qui n'empêche pas, en même temps, de se tenir aussi loin que possible de son exemple. »

Et d'ajouter qu'il est resté ministre uniquement pour assurer malgré tout la pérennité de certaines idées !

L'analyse la plus fine de ce désenchantement des gaullistes a été donnée par un manifeste dont cinq jeunes députés sont les auteurs. MM. Guy Bégué (40 ans), Jacques Chaumont (38 ans), Paul Granet (41 ans), Jean-Marie Poirier (42 ans) et Alain Terrenoire (31 ans) rappellent qu'ils sont arrivés à l'âge d'homme au moment où la IV^e République parlementaire révélait son impuissance à résoudre les problèmes français. Leur écœurement à l'égard des partis les amena à se tourner vers le gaullisme.

Or les auteurs du manifeste qui, depuis 1958, ont travaillé aux côtés de plusieurs ministres avant d'être élus députés, tout en se déclarant « heureux d'avoir fait le pari politique et gaulliste », sont bien obligés de constater que le régime né du gaullisme n'a pas réussi à débloquent la société.

Les « cinq » imputent cet échec à l'accélération du changement provoqué par le progrès technologique, mais aussi à « la contrainte diffuse que fait peser partout le système administratif... » « Se soigner, avoir une retraite, construire une maison, solliciter un prêt, circuler sur la route ou dans les rues : tout fait problème et suppose autorisation. Vivre, c'est se mettre en règle — sans savoir, dans bien des cas, ni avec qui, ni comment. »

Entre autres, les auteurs déplorent « le traumatisme permanent qu'inflige à la société moderne, par le maniement des grands moyens d'information, le pilonnage publicitaire, moteur principal, cependant, de l'économie. »

Enfin et surtout, ils dénoncent l'absence de communication et de dialogue dans la société : « Contrairement à des apparences trompeuses, la société moderne qui fait beaucoup de bruit, s'est transformée en une société du silence. Silence d'abord dans le travail. La concentration et l'organisation hiérarchique, le goût de plus en plus répandu de la sécurité aussi, font que dans la plupart des branches d'activité, personne ne s'exprime plus. Nous nous trouvons dans l'ère du

travail et de la responsabilité fragmentaires, où chacun concourt au tout sans laisser trace de soi. »

Visiblement, pour les jeunes espoirs de la majorité, l'idée-force de la participation gaulliste n'a pas réussi à entamer le carcan bureaucratique, celui-ci se serait même lentement et sournoisement renforcé. On comprend dès lors la sourde inquiétude des éléments les plus lucides du gaullisme devant le désenchantement maussade du pays. D'abord à cause de l'échéance électorale ; mais ceci n'est peut-être pas le plus important car on peut faire confiance à Marchais pour fournir le repoussoir de bêtise idéal aux candidats « V^e République ». Mais surtout parce que fréquemment dans le passé, le sommeil morose des Français a préparé des réveils brutaux. Mai 1968 en a été le dernier exemple.

Et les orphelins du gaullisme n'ont guère les moyens de conjurer ce danger.

A lire leurs proclamations, on est frappé de voir que l'indigence des propositions contraste avec la pertinence des critiques.

Quel est le remède de M. Jeanneney ? Rejoindre le mouvement réformateur de Lecanuet et du frénétique J.-J. S.-S. !

Que proposent les « cinq » ? : d'instaurer la participation... en revalorisant la fonction parlementaire ! Reprenant une idée développée récemment par l'ancien ministre Marette, ils veulent faire des députés les « ombudsmen » naturels de leurs mandants, les « médiateurs » entre ceux-ci et les pouvoirs publics.

Ils réclament donc une indépendance accrue du pouvoir législatif à l'égard de l'exécutif :

« Il convient d'assigner aux relations entre les pouvoirs des règles nouvelles, fondées sur l'idée que le législatif n'est ni au-dessus ni au-dessous de l'exécutif, mais qu'il est en face. »

Mais dans un régime où le parlement peut paralyser l'exécutif par le refus du budget et le renversement du premier ministre, comment éviter le dilemme auquel toutes les constitutions démocratiques se sont heurtées ?

Ou bien le parlement triomphe dans le face à face et impose au gouvernement la volonté d'une assemblée par définition soumise à des humeurs variables et des pressions diverses.

Ou bien l'exécutif neutralise le parlement en le muselant et les « médiateurs » ne sont plus que des quémandeurs auprès du pouvoir, la « représentation nationale » n'est plus qu'un moyen pour les partis au pouvoir de se tailler de confortables clientèles dans le pays en assortissant de conditions politiques leurs démarches en faveur des élus locaux.

Et l'incompatibilité entre les mandats de députés et de maires ou conseillers généraux suggérée par les « cinq » n'y changera rien.

Pour réformer, pour innover, il faut avoir le courage de concevoir autre chose que de mettre dans les mêmes mains la direction de l'Etat et la défense des intérêts locaux et professionnels, ce qui aboutit à asservir l'Etat aux groupes de pressions et le pays à la bureaucratie administrative. Il faut libérer le pouvoir étatique des servitudes de l'élection pour libérer les citoyens de l'ingérence abusive de l'Etat dans leur vie quotidienne.

De Gaulle a condamné les ferments monarchiques contenus dans son projet à demeurer stériles faute d'avoir su méditer les leçons de l'histoire, faute surtout d'avoir eu le courage d'aller contre les préjugés antiroyalistes inculqués par un siècle d'école républicaine. Mais le réalisme et l'audace ne commandent-ils pas de secouer en ce domaine les routines intellectuelles de nos concitoyens plutôt que de s'obstiner à replâtrer un régime inviable ?



la presse féminine contre la femme

La société de consommation ignore les communautés. Elle ne connaît que des « cibles » à atteindre selon les techniques du marketing. Les femmes (53 % du corps électoral) constituent, tout comme les jeunes, un marché fructueux. Il n'est pas étonnant de voir alors une presse féminine et féministe s'épanouir qui, tout naturellement, va prêcher la libération de la femme. Une libération plutôt sinistre, comme l'expose Françoise Dumont qui inaugure cette semaine la rubrique féminine de la « N.A.F. ».

LA PRESSE FÉMININE CONTRE LA FEMME

Ouvrez la presse féminine : toujours la même : ces revues spécialisées dans le domaine des femmes, qui se veulent leurs porte-parole, leurs défenseurs (cf. les Etats Généraux de la Femme convoqués par *Elle*), qui, loin de contribuer à leur « libération », sont en fait les plus sûrs agents de leur aliénation.

Ces revues aliènent les femmes, c'est-à-dire les rendent étrangères à leur vocation, les dépossèdent de leur être propre pour leur faire endosser un uniforme à taille unique, bien évidemment.

Je pense très précisément à la revue *Elle*.

QUAND "ELLE"...

« Les femmes ont toujours été aliénées, opprimées, de tous les temps. » C'est ce qu'explique, dans le numéro du 16 octobre, Jean Duché. Il s'accuse au nom de tous ses frères occidentaux de n'avoir pas encore assimilé ce que les Orientaux et les peuples sauvages avaient compris depuis longtemps : « la valeur primordiale du sexe féminin ». J. Duché cherche les causes de l'hostilité de la morale des hommes à l'égard des femmes ; celle-ci vient « des rameaux qui ont fait (leur) fagot » :

- le rameau juif : la Genèse biblique est la seule qui ait imaginé un mythe tel que celui d'Eve extraite d'une côte d'Adam ;
- le rameau chrétien : Jésus avait eu beaucoup d'indulgence pour la femme adultère et pour la pécheresse Madeleine, mais les Pères de l'Eglise crachèrent feu et flamme contre « la plus nuisante des bêtes sauvages » (saint Jean Chrystostome) ;
- enfin la haine spirituelle reçut sa forme juridique du rameau romain et Napoléon fit passer dans notre Code Civil l'autorité des Pères Conscrits...

Voici réconciliés sur le dos de la femme, le Juif, le Chrétien et le Républicain ! Que M. Duché, au nom de la libération de la femme, condamne le Code Civil, émanation directe des principes révolutionnaires de 89, fort bien... si telle est son intention !

Qu'il refuse de reconnaître que l'Eglise catholique, la première, a restauré les femmes dans leur dignité en rappelant qu'elles avaient une âme (il n'est besoin pour s'en convaincre que de considérer la place que tient Marie dans l'Eglise), montre et son ignorance et sa partialité. Voilà donc déjà une faille dans le schéma grossier de Duché ; on pourrait en citer d'autres !

... BANALISE L'AVORTEMENT

Nous sommes cependant d'accord avec J. Duché et, derrière lui, avec *Elle*, pour dire qu'actuellement les femmes sont aliénées. Mais nous verrons bientôt que nous n'entendons pas la même chose sous le même mot ; regardons cependant tout d'abord quelle libération est offerte aux femmes par cette revue.

Je prends pour exemple le n° 1374 de *Elle* dans lequel Claude Servan-Schreiber relate son expérience personnelle : « Comment j'ai choisi l'avortement ».

A la fin de son article, l'avortement est « banalisé » ; la technique du récit est parfaitement au point, rien ne choque à première vue : elle décrit longuement d'abord ses inquiétudes, ses interrogations, ses angoisses avant de choisir son premier choix (garder un enfant, condamné parce que risque d'anomalie selon les médecins suisses, mais pouvant être soigné sans risques ultérieurs, selon les médecins français), puis ses remords, ses doutes et enfin son second choix (se faire avorter). Il ne s'agit donc pas là d'un coup de tête décidé par une écervelée ; le choix n'en a que plus de poids auprès de la lectrice. Il s'agit de M^{me} Claude Servan-Schreiber, attention ! Habilement elle amène ses lectrices à refaire avec elle son propre cheminement et à adopter ou, tout au moins, à justifier son acte.

Que dans l'affaire il y ait meurtre d'un corps vivant (puisque la vie apparaît dès l'origine) ne dérange personne. Nier qu'il y ait meurtre leur permet d'avoir bonne conscience ! Moyennant quoi le mot de la fin de l'article de Claude Servan-Schreiber est cons-

titué par cette réflexion de sa fille : « Ne t'en fais pas, maman, cela ira mieux la prochaine fois. »

Cette déculpabilisation est grave. Certes, il y a des cas dans lesquels les circonstances qui ont conduit la mère à se faire avorter sont telles que la pitié est préférable à la condamnation. Nous n'admettrons jamais, en revanche, qu'une femme puisse considérer comme allant de soi la destruction d'un être qu'elle a conçu.

LIBÉRATION OU ALIÉNATION ?

Ainsi M^{me} Claude Servan-Schreiber est une femme « libérée » !

Mais qu'est-ce qu'une « libération » qui doit, pour se réaliser, piétiner des cadavres, même à l'état de fœtus ?

Ceci n'est qu'un exemple parmi d'autres. Tous relèvent du même principe : s'évader de sa condition, trouver son épanouissement ailleurs que dans sa nature, sa vocation.

Ce refus, au niveau du citoyen, de la notion même de nature, n'est que la traduction d'un double refus.

Au niveau de l'Etat il y a une conspiration permanente contre toutes les communautés qui enracinent l'homme et le rendent moins malléable à la propagande des partis, à la publicité des firmes : commune, province, professions. Après avoir privé de toute réalité effective puissante ces derniers pour mieux tenir en main les électeurs, il était logique que l'Etat s'attaque au dernier bastion naturel : la famille.

Par ailleurs, la philosophie de la société contemporaine est une philosophie individualiste. La publicité s'adresse non à des communautés structurées, mais à des groupes uniformisés capables de consommer un même produit. Les plans d'urbanisme sont conçus pour des couples ou des familles à un ou deux enfants, et rien n'est prévu pour permettre aux grands-parents de vivre à peu de distance du jeune ménage. Il existe toute une civilisation ou plutôt une barbarie qui tend à enfermer l'être dans sa solitude, au mieux sa solitude à deux.

C'est ainsi que tout est mis en œuvre pour ôter aux femmes et aux hommes le désir et les moyens de se prolonger au-delà d'eux-mêmes dans une famille, dans une œuvre, dans une fonction. Tout concourt à les décourager ; les pouvoirs de parents, d'éducateurs, de travailleurs leur sont peu à peu supprimés au profit de l'Etat omnipotent. Comment leur reprocher alors leur démission, lorsque la



publicité, les mass-media, l'organisation sociale et politique les poussent à jouer tout de suite et de plus en plus ?

Il en résulte, en particulier pour les femmes, deux conséquences :

— Elles sont frustrées dans leurs aspirations profondes qui sont différentes de celles des hommes ; qui ne peuvent être satisfaites par une société de gadget qui voudrait les réduire au rôle de consommatrices de choix.

Elles sont frustrées dans leur fonction sociale. En effet, la famille n'étant plus respectée comme la cellule qui fonde la société, comme l'endroit privilégié de l'éducation, de l'épanouissement des futurs adultes pour lesquels le rôle des père et mère est primordial, vital, la femme se trouve dépossédée de sa fonction et ridiculisée par l'opinion publique si elle veut l'assumer pleinement. C'est alors qu'elle cherche à briller ailleurs, à singer l'homme, qu'elle écoute les sirènes de cette prétendue « libération » qui ne peut la satisfaire profondément : dans tous les cas, elle doute d'elle-même, partagée entre ses deux « métiers » et ne suffisant à aucun.

C'est à ce niveau que l'enjeu prend toute sa dimension, sa dimension politique ; en effet, un nouvel art de vivre fondé sur la reconnaissance des besoins et exigences légitimes des cités et des hommes ne peut se concevoir sans, entre autres, la reconnaissance de la Personne contre l'Individu, de la dimension réelle de la femme et de l'homme.

Rentrer en possession de son être physique et spirituel est la condition de l'épanouissement des membres d'une communauté.

F. DUMONT.

• Le document *Foi et Politique* publié par l'épiscopat français au lendemain de son assemblée de Lourdes, revêt pour nous une importance telle que nous avons décidé de prendre un temps de réflexion pour donner un commentaire qui soit autre chose qu'un ensemble d'impressions de première lecture.

Parmi les livres reçus récemment, nous tenons à signaler le dernier ouvrage de M. Jacques Viet, « Littérature à l'emportepièce » dont nous rendrons compte, non dans la NAF, mais dans le premier numéro d'ARSENAL.

librairie

Maurice CLAVEL	
De la Résistance à la Révolution ..	24,00
Marcel de CORTE	
L'Intelligence en péril de mort	10,00
Gabriel MATZNEFF	
Nous n'irons plus au Luxembourg ..	20,00
Charles MAURRAS	
Mes Idées politiques	20,00
La Politique de 26 à 27	15,00
Pour réveiller le Grand Juge	35,00
L'Ordre et le Désordre	5,00
L'Avenir de l'Intelligence	5,00

la grève des oubliés

— A l'heure où nous mettons sous presse, nous apprenons qu'un accord vient d'intervenir à Big-Dutchman après huit semaines de grève. Le salaire horaire des ouvriers a été augmenté de 50 centimes qui s'ajoutent aux 20 centimes accordés en juillet dernier. Toutes les rémunérations seront augmentées de 5 % en janvier 1973. A PLEMET, la grève continue.

Deux conflits du travail, remarquables par leur longueur, agitent à nouveau les Côtes-du-Nord, décidément département-pilote en la matière. A Saint-Carreuc (917 habitants), 45 des 80 employés de l'atelier Big-Dutchmann-France, une entreprise de matériel avicole, sont en grève depuis le 11 septembre. A Pleuret (3.500 habitants), les employés de la Société des Kaolins et Produits Réfractaires de Bretagne sont en grève depuis le 25 septembre et séquestrent leur directeur, M. Péré, depuis le 7 octobre.

La longueur du mouvement montre la détermination des grévistes, mais aussi l'indifférence des hautes directions. De telles grèves traduisent la colère des oubliés de la richesse, de ce Tiers-Monde qui vit chez nous, « campé aux portes de la cité ». Il n'y a pas que les ouvriers grévistes parmi eux, il y a aussi les directions locales, les usines mêmes : tous victimes cachées des firmes multinationales, ignorées parce que bien loin des centres de décision. Bref, en modèle réduit, la situation qui attend tous les peuples de France, et pas seulement les Bretons, tant qu'ils n'auront pas mis fin au centralisme républicain.

DANS LA BROUSSE BRETONNE

A Pleuret comme à Saint-Carreuc, il s'agit de petites unités industrielles, officiellement autonomes mais en fait entièrement entre les mains de grands groupes. Big-Dutchmann-France, dont 80 des 116 employés sont à Saint-Carreuc, est concessionnaire de Big-Dutchmann-International, elle-même filiale hollandaise de l'U.S.I. grosse affaire avicole américaine. Tous les investissements que pouvait faire M. Trémel, le concessionnaire, venaient de Hollande. Sa trésorerie aussi, et même ses contrats d'assurances. Les Kaolins de Bretagne est l'une des treize usines du groupe des « Produits réfractaires ». Dans les deux cas, des superdirections inaccessibles et lointaines, comptables de leur seul profit et pressées de fermer des entreprises qui ne leur rapportaient plus assez.

On sait depuis longtemps à Pleuret que le kaolin, qui est la seule industrie du pays, végète. Les débouchés se réduisent, malgré l'aubaine — surtout publicitaire — qu'a représentée la fourniture de produits à la NASA pour le programme Apollo. A Saint-Carreuc, de 10 % de bénéfice global pour un chiffre d'affaires de 2,3 milliards en 1971, la situation était devenue déficitaire en 1972 malgré un accroissement du chiffre d'affaires. La direction hollandaise voulait, paraît-il, fermer l'atelier de montage (38 ouvriers sur 80). Mais la décision n'a été rendue publique que le 7 octobre. En pleine grève !

Les salaires, on s'en doute, ne sont pas gros : 865 F pour un manœuvre, 950 F pour un O.S., à Pleuret. Et il ne s'agit pas de 40 heures seulement ! Les ouvriers réclament 80 centimes/heure et un treizième mois. La direction accorde 20 centimes à partir du 1^{er} octobre. A Saint-Carreuc les

ouvriers réclament 55 centimes/heure pour tous. La direction offre 20 centimes, plus 30 centimes à ceux qui ont plus d'une année de présence.

C'est là qu'on touche à l'odieux ! Il y a en effet un personnel fixe, mais aussi et surtout, parmi les monteuses, un personnel temporaire, engagé pour « les coups de feu ». Mais les « coups de feu » durent longtemps et une forte partie du personnel « bénéficiait » de contrats de travail temporaires, avec préavis de quinze jours en cas de cessation, mais avec renouvellement tacite sine die. On voit la mauvaise astuce des 30 centimes, et la position déplorable de ces ouvriers bretons qui n'avaient aucun espoir d'être embauchés ailleurs.

LA C.F.D.T. ENLISE LE MOUVEMENT

M. Le Faucheur, secrétaire de l'U.D.-C.F.D.T., a trouvé là un terrain idéal d'agitation. Sur la lancée de l'affaire du « Joint » en mars dernier, il a facilement gagné les élections aux Kaolins, comme à Big-Dutchmann. Et aussitôt les grèves ont éclaté. La C.F.D.T. s'occupait des oubliés, entrevoyant une victoire syndicale difficile mais glorieuse ! Mais Le Faucheur en a trop fait. Aux revendications premières il a joint l'heure d'information syndicale dans l'entreprise, la réforme du droit de licenciement. La population n'a pas marché. D'accord pour des revendications bretonnes, pas autre chose. Les Briochins n'étaient que 500 à un meeting de soutien qui avait rassemblé 50.000 personnes pour le Joint. La population est agacée, impatiente. Les grévistes s'agrippent, durcissent leurs attitudes : il y a eu des heurts avec les gendarmes, et même avec la population.

Certes M^{re} Lombard a essayé de régionaliser le problème. Nous avons prévu cette réaction du nouveau président du C.E.L.I.B. (1), mais son discours n'a pas remué les foules. La C.F.D.T. s'enlise dans un juridisme vieillot. Les mouvements qui se poursuivent à Corlay, près de Lorient, et chez les électriciens du Léon, n'empêchent pas les grèves des Côtes-du-Nord de pourrir.

Les oubliés de Saint-Carreuc et de Pleuret seraient-ils aussi les oubliés de la Bretagne ? C'est au niveau de la région que les luttes de libération ont le plus grand retentissement. En deça cela doit être un grignotage de tous les instants. Au-delà, il est encore difficile de se prémunir contre la récupération des révoltés par les bureaucraties officielles du régime, qu'elles soient syndicales ou politiques. Les ouvriers de Saint-Carreuc et de Pleuret en font la cruelle expérience.

Jean-Marie BREGAINT.
(Enquête de la section N.A.F. de Saint-Brieuc.)

(1) N.A.F. n° 76 : Le C.E.L.I.B. soupape de sûreté.



vietnam (II)

américains et vietnamiens

Nous poursuivons cette semaine la publication de notre entretien avec notre ami Gilles Desorres. Cet entretien a été réalisé avant les derniers rebondissements de la négociation. Nos lecteurs, en tout cas, n'auront pas été surpris de voir que Thieu, chef d'une véritable force politique, comme le disait Desorres la semaine dernière, et non pas fantoche comme le soutient la gauche, a obligé son partenaire américain à monter les enchères en exigeant un cessez-le-feu pour toute l'Indochine.

N.A.F. — Tu nous as parlé des différentes forces en présence au Sud-Vietnam. Mais que deviennent les Américains dans tout ceci ? Quels sont leurs rapports avec la population ?

G. D. — Soyons nets. Pour le Sud-Vietnamien, même anticommuniste, même partisan de Thieu, l'Américain c'est l'occupant. On lui reproche d'être trop riche, trop bien portant, trop sûr de lui et — c'est, hélas, exact ! — trop raciste.

N.A.F. — En somme, il n'y a jamais eu de symbiose ?

G. D. — Jamais. Les Sud-Vietnamiens n'ont pas de haine pour les Américains. Ils cherchent à se servir d'eux, aussi bien Thieu pour équiper son armée que le commerçant de Saïgon pour bénéficier de la manne de dollars. Mais au fond ils les méprisent.

J'ai vu des officiers sud-vietnamiens, pourtant violemment hostiles au Vietcong, cacher à peine leur satisfaction lorsque l'allié américain prenait la « pile ». Les mêmes disent qu'il faut bien se garder d'écouter les conseils des conseillers militaires américains. Ils reconnaissent que ceux-ci les ont aidés, mais ils leur reprochent de les avoir « américanisés », de leur avoir désappris à marcher, à souffrir. C'est pour réagir contre cela que le colonel Bé interdit à ses cadres antiterroristes l'usage de la jeep.

LA TROISIÈME COMPOSANTE

N.A.F. — Et où en est la fameuse troisième composante dont on parle tant ? N'est-ce pas un mythe ?

G. D. — Pour l'instant, la troisième composante se réduit à une virtualité et à quelques personnalités. Demain elle peut former la majorité du peuple vietnamien. Mais aura-t-elle le temps — six mois — prévu entre le cessez-le-feu et les élections ? C'est douteux.

On peut dire en tout cas que nombre de jeunes officiers et combattants sont séduits par un neutralisme qui serait véritablement un neutralisme et non une étape vers la communisation. Par

ailleurs, l'aspiration à la réunification à terme avec le Nord est grande au Vietnam, y compris dans les milieux militaires qui restent en même temps très méfiants envers le communisme qu'ils combattent depuis si longtemps.

L'homme qui pourrait être le leader de cette composante « neutraliste », Thieu dirigeant la composante pro-occidentale, c'est bien entendu Minh.

Minh est extrêmement populaire au Sud. Les Vietnamiens n'ont pas oublié que c'est lui qui a débarrassé Saïgon des sectes religieuses après 1954. Ces sectes : caodaïstes, Hoa-Hao, Binh-Xuyen, étaient de véritables gangs qui rançonnaient systématiquement la population. Ainsi il fallait leur payer un octroi chaque fois que l'on franchissait un des ponts dans la capitale.

Par ailleurs, Minh est connu pour son honnêteté. Mais il a deux handicaps à surmonter. Il est trop lent à prendre une décision et surtout à s'y tenir. De plus, il est barré par les Américains qui voient en lui « l'homme des Français ». Le terme est excessif, mais il est réel que lorsqu'on va au Consulat de France on sent qu'il y est un peu « le chouchou ».

Pour nous résumer, on peut dire que cette troisième tendance a ses chances à condition que les élections ne se traduisent pas par un raz de marée vietcong. Je n'y crois pas trop car celui-ci fait, je l'ai déjà dit, maintenant figure de repoussoir, et la population fuit — n'en déplaise à Jean Lacouture — quand il arrive en force dans un village. Mais on ne sait jamais : une exploitation habile de la « dynamique de la paix » par le F.N.L., pourrait lui être profitable.

VERS LA RÉUNIFICATION ?

N.A.F. — Une réconciliation entre les protagonistes de la guerre, entre le Sud et le Nord, est-elle autre chose qu'une vue de l'esprit ?

G. D. — Non. N'oublions pas que le souci de réunification est très fort chez tous les Vietnamiens. On a parlé à droite de l'opposition irréductible du Nord et du Sud. C'est faux.

Bien sûr, il y a de fortes différences de tempé-

rament et de mentalité entre un Tonkinois et un homme du Sud. Rien qu'à voir les Tonkinois réfugiés au Sud, on s'en rend compte. Même physiquement : ils ont deux têtes de moins que les autres. Par ailleurs, le Tonkinois est plus organisateur et plus endurant que le Cochinchinois. Les Français l'avaient compris qui avaient pris au Nord la plupart de leurs cadres administratifs. Au contraire, le « Sudiste » est plus nonchalant, plus exhubérant aussi, et plus fin : c'est un peuple de lettrés, de savants et d'artistes. Un peu les Méridionaux de l'Asie, au fond.

Ceci dit, Nord et Sud sont complémentaires et liés historiquement. Le premier ministre du Nord-Vietnam, Pham-Van-Dong, est un Sudiste. En revanche, de nombreux généraux sud-vietnamiens sont nés au Nord et ils ne manquent pas, lorsqu'ils apprennent qu'un journaliste s'apprête à se rendre à Hanoï, de lui confier une lettre pour un parent ou un ami.

N'oublions pas que le Nord et le Sud ont des souvenirs communs, que tous les Vietnamiens vénèrent les mêmes grandes dynasties : dynastie des Lê, dynastie des Lê, etc. La capitale impériale, le centre historique, c'est d'ailleurs Hué qui occupe une position centrale juste au sud du 17^e parallèle.

Au fond, le Vietnam est dans la situation d'une France qui, après une guerre civile, serait coupée en deux à la hauteur de la Loire. Ne croyons pas que son unité foncière est rompue par l'antagonisme idéologique.

N.A.F. — Quand tu disais qu'il fallait faire attention à ce que recouvrent au Vietnam les mots en isme comme communisme, est-ce que tu ne pensais pas à « l'oncle Hô » ?

G. D. — Exactement. Tous les Vietnamiens du Nord et du Sud, communistes, neutralistes ou pro-occidentaux, ont une vénération sans borne pour « l'oncle Hô » qui apparaît à leurs yeux comme un symbole du nationalisme vietnamien. Ce qui conduit à des résultats étonnants : dans toutes les librairies de Saïgon, on vent des biographies en français ou en anglais d'Ho-Chi-Minh. Le gouvernement se borne à interdire l'édition en vietnamien de ces ouvrages afin que le F.N.L. ne puisse en faire une arme de propagande.

N.A.F. — Le désir de réunification ne va-t-il pas être une arme entre les mains des Nord-Vietnamiens pour communiser l'ensemble du Vietnam après une étape intermédiaire neutraliste ? La droite française proclame que « Kissinger est tombé dans le piège » que les U.S.A. ont sacrifié le Sud-Vietnam. Qu'en penses-tu ?

G. D. — Les choses sont moins simples que cela. Lorsque Georges Bidault déclare « ça va être l'Anschluss », il tombe dans le travers habituel de la droite, son pessimisme d'éternelle vaincue. Les hommes de droite croient que le seul barrage à opposer au communisme est la force armée. C'est le principe de la digne, du dernier quart d'heure au bout duquel l'adversaire s'écroulera. C'est parfois vrai et il est des cas dans lesquels le communisme relève d'une affaire de simple police. Mais parfois la médication est politique.

Par ailleurs, il faut éviter de calquer sur la situation de 1972 des analyses vieilles de vingt ans. A propos de l'accord conclu, on a évoqué les



accords de Genève signés en 1954. Or la situation n'est plus la même. A l'époque, en effet, Mendès-France avait fait un marché de dupes puisque ses accords prévoyaient d'abord la cession du Nord à Ho-Chi-Minh et deux ans plus tard des élections au nord et au sud en vue de préparer la réunification. Or Ho-Chi-Minh, ayant communisé et fanatisé le Nord, aurait gagné à tous les coups puisque les Nord-Vietnamiens sont légèrement plus nombreux que les Sud-Vietnamiens et que les communistes auraient en outre eu des voix au Sud.

De même, lorsqu'en 1967 De Gaulle parlait de neutralisation, il n'existait face au Vietcong aucune force politique à Saïgon, et la population n'avait pas le sentiment de répulsion qu'elle a souvent à son égard maintenant. Dans ces conditions, la neutralisation aurait abouti à la communisation.

Actuellement, le G.R.P. n'est pas assez fort pour faire basculer le Sud-Vietnam dans le camp communiste. Les Nord-Vietnamiens, d'ailleurs épuisés par une guerre qui leur a coûté un million d'hommes, a renoncé à une réunification rapide. Tout ce qu'il souhaite est d'avoir un droit de regard sur la politique du Sud pour éviter que celui-ci ne le gêne trop.

Le Nord, d'ailleurs, en admettant que le traité soit signé par les quatre parties (U.S.A., Nord-Vietnam, G.R.P., gouvernement de Saïgon), a reconnu de facto l'indépendance du Sud.

A terme des problèmes se poseront. Toute la question est de savoir si le communisme se diluera au Vietnam. C'est seulement à ce prix que Thieu, qui en est au fond partisan, mettra fin à son opposition à la réunification.

C'est en tout cas le grand espoir de Kissinger. Kissinger ne croit pas que l'on puisse briser certains mouvements. Il juge qu'il existe des déterminismes historiques sur des périodes de un siècle à un siècle et demi et circonscrits géographiquement, que l'on peut infléchir très lentement mais non pas abolir. Foster Dulles voulait chasser le communisme de Chine, « faire remonter le fleuve à sa source », Kissinger préfère en modifier le cours et la composition. Il spéculé à moyen terme sur l'inondation des deux Vietnam par les dollars américains qui, en provoquant un « boom » économique, détacheraient le Nord-Vietnam de Pékin

et Moscou. Sa croyance en l'efficacité magique de la panacée dollar est quelque peu naïve et relève de la tradition de pensée libérale. Ce qui est réel en revanche, c'est qu'il est possible de séparer de la Chine et de l'U.R.S.S. le Nord-Vietnam.

N.A.F. — A ce propos, peux-tu nous indiquer en quoi les prodigieux bouleversements diplomatiques qui ont eu lieu depuis trois ans influent sur une éventuelle réunification du Vietnam ? Dans ce cas aussi, les vieux schémas ne sont-ils pas périmés ?

G. D. — Certainement. Il faut bien comprendre deux choses. C'est d'abord que l'Océan Pacifique est en train de devenir la « mer centrale du Monde », ensuite qu'il va être l'enjeu de la lutte non pas de deux, mais de trois et bientôt quatre puissances.

Le centre de gravité des Etats-Unis devient de plus en plus la côte Ouest. L'Amérique de l'Est, celle que les Européens connaissent bien, celle d'Harvard, du *New York Times* ou du *Washington Post*, est peu à peu éclipsée par la Californie. Des futurologues comme Herman Kahn et la « Rand Corporation » conseillent aux hommes politiques américains de tout investir à l'Ouest. Les U.S.A. s'intéresseront donc de plus en plus à l'Asie.

De l'autre côté du Pacifique se trouvent la Chine et l'U.R.S.S. dont les ambitions et les rivalités en Asie sont bien connues. Enfin il y a le Japon, troisième puissance économique mondiale, qui veut maintenant jouer un rôle politique et sans doute militaire de premier plan. Le Japon, pour l'instant, développe un impérialisme économique et regarde avec convoitise l'Indochine... Ce d'autant plus qu'il a l'avantage de ne pas avoir été directement impliqué dans la guerre.

Aussi l'Indochine se trouve être l'enjeu d'une sorte de match à quatre. Mais elle peut profiter de la situation pour affirmer sa personnalité et son indépendance. N'oublions pas qu'un Vietnam réuni aurait 35 millions d'habitants et serait l'épine dorsale de la péninsule indochinoise (70 millions d'habitants au total en comptant la Thaïlande).

Ce Vietnam réuni se développerait très vite sur le plan économique puisque l'obstacle prin-

cipal au développement technique, c'est-à-dire les mentalités, n'existe pas. Les Américains estiment que pour former un ouvrier vietnamien, il faut les deux tiers du temps consacré à former un Américain.

Le Vietnam sera alors sans doute tenté de fédérer les petites et moyennes nations d'Asie face aux grands empires.

D'ailleurs, n'oublions pas que la Chine de Mao se méfie d'ores et déjà d'un Vietnam réuni car il y a mille ans d'antagonisme entre le Vietnam et la Chine.

A l'inverse, la résistance de Thieu ces derniers jours montre que les U.S.A. doivent d'ores et déjà compter avec leur allié sud-vietnamien qu'on a un peu trop représenté comme un fantôme.

N.A.F. — Et quel rôle peut jouer, dans les années qui viennent, la France au Vietnam ?

G. D. — J'avoue être sinon pessimiste du moins très réservé. L'influence de la France n'a cessé de décroître en Asie du Sud-Est car les Américains ont tout fait pour la supplanter, pensant qu'elle les gênerait. Ainsi les jeunes francophones du Vietnam ne sont qu'une minorité, non négligeable il est vrai, et c'est chez les Américains — même s'ils les détestent — qu'ils trouvent leur modèle de vie.

En outre, Thieu est très monté contre la France qui a paru jouer la carte de la communisation. Il faut dire que l'attitude carrément pro-Vietcong des coopérants français n'a pas arrangé les choses.

Ceci dit, la solution adoptée correspond, dans les grandes lignes, à celle préconisée par la France, et le Vietnam peut rechercher ultérieurement des contrepoids à l'influence des « grands ». Ainsi le Nord-Vietnam, hostile viscéralement à la Chine, ne peut quand même demander trop ouvertement un appui à Moscou de peur de susciter la colère de son voisin. La France, elle, est moins engagée. De même, le Sud, face à l'invasion économique américaine et japonaise, pourra être tenté de se rapprocher de la France. Mais pour l'instant, si nous pouvons jouer un rôle moral, nous ne pouvons prétendre reconquérir les positions perdues depuis quinze ans.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an a la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100 fr**





nationalités :

l'héritage des siècles

Les attentats croates ébranlent périodiquement l'assemblage hétéroclite — et instable — mis en place par quelques politiciens ingénus mais dangereux qui, par son effondrement, remettrait non seulement en cause l'édifice yougoslave mais aussi, par voie de contagion, toutes les constructions centralisées en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires.

Contenues depuis de nombreuses années par le seul charisme du maréchal Tito, les tendances centrifuges qui sont à l'état permanent appartiennent désormais au scénario classique de la crise yougoslave. Rarement création artificielle n'engendra dans l'Histoire autant de drames puis de génocides, tous rattachés à la sanglante épopée de l'Oustacha qui triompha de façon éphémère avec « l'Etat libre de Croatie », doux euphémisme pour désigner l'Etat-satellite instauré par les nazis en 1941. Celui-ci s'effondra dans le bain de sang de l'épuration titiste. Intermède fâcheux dans un combat qui ne se démentit jamais entre les centralisateurs de Belgrade et les tenants du nationalisme pan-serbe. Que ce soit sous la monarchie des Karageorgevitch ou sous Tito.

LA YUGOSLAVIE EN QUESTION

Les mesures de libéralisation prises en 1965, qui passaient par le desserrement de l'étreinte du « socialisme administratif », aggravèrent, contre le gré du chef d'Etat qui en avait vu d'autres depuis son excommunication du Kominform, le problème des nationalités en posant celui de la course à la consommation. En effet, la Croatie et la Slovénie tournées depuis toujours vers la latinité occidentale, riches en devises depuis qu'elles drainaient les touristes vers les rivages dalmates, en contact direct avec la mirifique « vitrine » des pays capitalistes, refusèrent de faire les frais du développement de la Bosnie médiévale ou du Monténégro archaïque. Pas question de partager avec des nationalités, musulmanes ou orthodoxes, avec qui les Croates ne se sentent aucune affinité et aucune com-

munauté de pensée ou d'intérêts, pas question au nom d'un patriotisme yougoslave qui n'existe pas, de céder à une répartition des charges.

En outre, avec une économie au bord du précipice et une balance commerciale très déficitaire, la Yougoslavie, sujette à une terrible inflation, traîne comme un vieillard sa maladie d'exister.

L'épuration du Parti communiste croate, accusé de favoriser la renaissance du nationalisme, et l'instauration d'un néo-stalinisme à Zagreb, contrebalancées par la « démission » de certaines instances du Parti de Serbie, nous masquent les réalités d'un mouvement de renaissance, celui d'une nation vieille de trois mille ans. Ceci pourrait trouver un écho favorable à quelques milliers de kilomètres de là, à Moscou qui n'a jamais vraiment digéré la désaffection de l'« aventuriste » Tito. Le bruit n'a-t-il pas couru que des contacts directs avaient eu lieu entre l'extrême-droite croate réfugiée en Allemagne fédérale et certains fonctionnaires du Kremlin ? L'expérience montre que la Croatie n'a jamais négligé de pactiser avec le diable, quitte à voir son indépendance garantie.

THÉORIE MARXISTE...

Considéré par Marx comme « objectivement réactionnaire », parce qu'il cherchait des appuis du côté de la Russie tsariste, principal ennemi de la Révolution au XIX^e siècle, le mouvement croate, qui désirait se défaire du centralisme habsbourgeois, rejoignait dans la même opprobre marxienne les Tchèques et les Slaves des Balkans qui luttèrent de leur côté pour la réalisation du pan-slavisme. Marx et Engels désapprouvaient l'éclosion des « micro-nationalismes » qui retardaient le développement des forces productives au même titre que les principautés et autres divisions médiévales, mais approuvaient d'autre part la formation d'Etats nationaux, qui constitueraient bientôt à leur tour un nouvel

obstacle à la création d'une « société socialiste à vocation universelle ».

Parmi les épigones, seuls les bolcheviks se prononcèrent clairement pour le droit à l'autodétermination de tous les peuples opprimés. Rien à voir avec les positions diverses des austro-marxistes ou des disciples de Rosa Luxembourg. En pratique, Lénine se montra incapable de lutter contre le problème de centralisation administrative, même après que la guerre civile fut terminée, additionnée au « chauvinisme grand-russe » déjà très largement répandu sous les tsars. La République géorgienne, reconnue par dix-neuf pays dont la France, fut occupée militairement en février 1921, puis ce fut la soviétisation du Caucase et de l'Ukraine. Les Pays Baltes, rattachés en 1939 à l'U.R.S.S., voient se développer chez eux, à leur tour, le processus de russification des allogènes.

... ET RÉALITÉS NATIONALES

Le blâme infligé par le C.C. du P.C.U.S. aux dirigeants du P.C. pour la ville de Tbilissi, en Géorgie, les émeutes de Lituanie, l'agitation des intellectuels ukrainiens et lettons et la circulation de revues très clandestines comme *Ukrainsky Visnik*, montrent que le désir d'indépendance est toujours aussi vivace en U.R.S.S..

On retrouve le même centralisme extrême du Parti en Tchécoslovaquie face au problème slovaque, et, à une échelle moindre, en Roumanie, avec la remuante minorité magyare, ou en Bulgarie, confrontée aux problèmes macédonien et turc.

Tous ces nationalismes, authentiques ou plus contestables (macédonien et slovaque), n'ont pas fini d'inquiéter les lourds édifices monolithiques qui ne peuvent mépriser indéfiniment toutes les disparités, tous les particularismes locaux et, pour ce qui nous intéresse, l'existence de véritables nations qui, s'étonneront certains, n'arrivent pas à mourir et trouvent toujours de nouvelles raisons d'espérer à travers la fructification d'un héritage historique et culturel. Une leçon à retenir pour les maniaques de l'Europe et autres inconditionnels des constructions supranationales !

Philippe VERGNE.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE

Édité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau paris 10^e



inflation

Il est fatal que dans les sociétés de plus en plus tournées vers la consommation, le public soit plus sensible aux problèmes économiques qui étaient demeurés jusqu'à présent l'affaire de spécialistes. Ainsi, l'inflation devient-elle une préoccupation d'ensemble des Français parce qu'elle signifie : hausse des prix. En ce qui nous concerne, il s'agit, tout en vulgarisant certaines notions de base, de tenter de fixer encore une fois les rapports du politique et de l'économique. Plus précisément, à la lumière d'une analyse simplifiée du phénomène et à l'occasion de la réunion de Luxembourg, il est nécessaire d'examiner comment l'indépendance politique de la France peut être maintenue dans le cadre d'accords financiers internationaux nécessaires.

INFLATION ET ÉCONOMIE INTERNATIONALE

On a coutume de comprendre dans le concept d'inflation à la fois l'effet immédiat, les conséquences indirectes et les causes du phénomène.

L'effet de l'inflation est la hausse des prix.

Statistiquement un pourcentage, psychologiquement un inconvénient majeur pour les pouvoirs publics, d'où l'importance des variations de prix de certains biens tels que le pain autrefois, le beefsteak aujourd'hui. Cependant, la hausse des prix aura des conséquences diverses selon les catégories. En matière d'inflation il y a toujours des perdants et des gagnants. Les perdants, ce sont principalement les titulaires de revenus fixes et les catégories sociales incapables de se défendre. Les gagnants ce sont les entreprises d'autofinancement, tandis que se déprécient leurs dettes. C'est encore l'Etat qui voit l'expansion se poursuivre et les recettes fiscales augmenter. Ce sont enfin les catégories sociales bien défendues par des syndicats puissants. En somme, il est presque vrai que « les prix tout le monde s'en fout » ! (Paganelli, "Les Informations", octobre 1972), mais il y a d'autres conséquences.

Si en matière de hausse des prix, on fait plus de bêtises que le voisin, la balance des paiements se détériorera. A terme une dévaluation sera peut-être nécessaire. Par ailleurs, certaines dépenses publiques devront être reportées.

L'Etat effectuera quelques coupes sombres dans les programmes d'équipements en les affectant à un quelconque Fonds d'Action Conjonctuelle, comme c'est le cas pour le budget 73.

Enfin, l'inflation est un phénomène dynamique qui a toujours tendance à s'amplifier du fait de la course que se livrent en permanence les prix, les salaires et les profits. Il arrive un moment où rien ne va plus : les profits stagnent, le pouvoir d'achat stagne, mais les prix et les salaires continuent à augmenter, s'accusant mutuellement d'entretenir l'inflation, tandis que la production plafonne et que le chômage s'étend.

Il y aurait donc un taux « normal » d'inflation nécessaire à la poursuite de la croissance et au

maintien du Plein Emploi. Ceci est un des dogmes des économies occidentales depuis la guerre. On chiffrait encore récemment le taux d'inflation à 2 ou 3 %, or le taux d'inflation actuel avoisine les 6 % et peut-être bientôt les 7 %. Pendant ce temps, les Américains font du 2 à 3 %, ce qui laisse prévoir une marée de produits « made in U.S.A. » sur les pays européens.

Des diverses analyses concernant les causes de l'inflation, on retiendra comme conclusion certaine que le problème s'est internationalisé. D'une manière générale, on évoque l'inflation « par la demande », « par les coûts », « par le crédit »... Tout ceci tend à expliquer à différents degrés les causes d'inflation.

La cause fondamentale de l'inflation réside dans la création de monnaie sans la création correspondante de biens. D'une manière classique, on lie la notion d'inflation par la demande à la notion d'inflation par les coûts. La seconde étant la conséquence de la première. Expliquons-nous...

HAUSSE DE LA DEMANDE...

L'augmentation de la demande est habituellement liée à deux causes : le haut niveau des dépenses budgétaires et une politique laxiste de crédit. Si l'Etat décide un budget en déficit en augmentant fortement ses dépenses, il crée une demande immédiate de biens sans qu'il y ait nécessairement une réponse suffisante de l'offre. De même, si une politique libérale du crédit rend l'argent meilleur marché, les banques seront amenées à prêter aux entreprises. Celles-ci, par l'augmentation de leurs investissements, provoqueront un renchérissement de la demande, ce qui entraînera un relèvement des prix. Relèvement que les salaires tenteront de rattraper par leurs revendications.

... DES COÛTS...

Cependant on assiste depuis un certain temps au développement d'une inflation autonome par les coûts, appelée communément stagflation. L'analyse précédente supposait une activité économique générale soutenue à cause de l'existence d'une forte demande. Or le phénomène de la stagflation se développe dans une conjoncture économique languissante. La Grande-Bretagne offre l'exemple type de cette situation. Les syndicats, très puissants, exigent et obtiennent, malgré une activité économique atone, des augmentations de salaires. Celles-ci provoquent une augmentation des coûts à l'encontre des entreprises. Cette augmentation des coûts se répercute sur les prix et ainsi de suite. Cependant, les syndicats ne sont pas les seuls responsables de cette stagflation. Les entreprises monopolistiques, du fait même de leur position de force sur le marché, peuvent décider d'élever leurs prix sans tenir compte de la conjoncture générale. Enfin, les coûts peuvent augmenter du fait de la majoration du prix des matières premières importées précisément à cause de l'inflation dans les pays étrangers.

... ET DES CRÉDITS

Enfin, une troisième et récente explication du phénomène « l'inflation par le crédit » met en relief le rôle joué par les banques dans la création de la monnaie et dans les investissements. Le schéma classique admettait qu'en période d'inflation la consommation se développait pour faire échec à la baisse constante du pouvoir d'achat. Les particuliers et les entreprises n'étaient pas censés avoir intérêt à conserver de l'argent qui perdait continuellement de sa valeur. L'épargne diminuait en période d'inflation. Or actuellement, les banques réussissent à rémunérer d'une manière satisfaisante, même en période d'inflation, l'épargne à court terme. Celle-ci demeure donc importante puisque l'argent placé, bien que dévalué par l'inflation, est suffisamment rétribué. L'épargne à court terme est transformée en prêts à long terme par les banques, à des taux d'intérêts encore plus forts. Ceci cause le gonflement de la masse monétaire.

Ce phénomène démontre une privatisation du pouvoir de création de la monnaie. Lors du plan de stabilisation de 1963, 33 % de la création de la monnaie était imputable à la Banque de France, 15 % au Trésor. Actuellement, le système bancaire crée 75 % de la masse monétaire. De même, la part du Trésor dans le financement du capital à long terme n'était que de 15 % en 1970, contre 30 % en 1965.

LE RÔLE DES CAPITAUX ÉTRANGERS

D'ailleurs, le contrôle de cette création de monnaie apparaît illusoire dans la mesure où il est nécessaire de contrôler les mouvements de capitaux avec l'extérieur. Aucun contrôle des changes n'est totalement efficace et ne peut durer éternellement. Ceci montre bien que le problème s'est internationalisé.

Les entreprises multinationales ont tendance à placer leurs capitaux à court terme dans les places financières qui permettent les taux les plus élevés. Ces mouvements de capitaux à court terme déstabilisent l'ensemble du système monétaire international. Les capitaux à court terme sont transformés en prêts à long terme et les Etats, impuissants, assistent à cette privatisation internationale du pouvoir de création monétaire.

L'EUROPE IMPUISANTE

La réunion de Luxembourg, en tout cas, montre qu'il ne faut pas trop compter sur le niveau européen pour remédier à la situation. Qu'y a-t-on décidé ? De ramener de 6 à 4 % le taux d'inflation en 1973, en maintenant au même rythme l'augmentation de la masse monétaire et l'augmentation du P.N.B. Comment ? Mystère. Aucune mesure concrète n'a été prise, à part un abaissement respectif de 50 et 100 % des droits de douane sur les importations de viande bovine et de bovins vivants. Tout le reste relève de la déclaration de bonnes intentions.

Si l'on peut constater, avec une satisfaction amère, que l'attitude des Neuf démontre une fois encore la faiblesse du mythe européen, il serait cependant absurde de ne pas souhaiter qu'une politique concertée face à l'inflation et aux capitaux flottants soit mise en place. Encore faut-il que d'abord chaque gouvernement ait une doctrine de la croissance à opposer au jeu inflationniste actuel. Mais comme disait Kipling, ceci est une autre histoire.

Henri HOUZET,
Jean-Charles BELIN.



le parrain

Il est certains films qui provoquent sur le public un attrait quasi irrésistible, sans que l'on puisse donner à ce phénomène une explication rationnelle. Voilà qui n'est pas le cas du « Parrain ». Un livre à grand succès — plus de dix millions d'exemplaires vendus aux Etats-Unis — et une fantastique campagne de publicité ont donné le mouvement, voire le ton.

De Mario Puzo à Francis Ford Coppola, la chaîne ne s'est pas rompue, elle est même probablement devenue plus solide à l'intérieur d'une collaboration

qui garantit le respect de l'œuvre, de son esprit, de ses meilleurs passages. Seulement il fallait surmonter une bien plus grande difficulté : s'entendre avec la Mafia, obtenir de ses chefs la « permission » de porter à l'écran son histoire. On peut imaginer que le oui ne fut pas remporté sans conditions. Certains mots condamnés et peut-être même une absence de liens entre le « milieu » et le reste de la société ont permis de tourner cette difficulté. En quelque sorte les chefs de la Mafia ont accepté que l'on rapporte leurs exploits en les plaçant hors de la vie normale et en les idéalisant. Les seuls assassinats auxquels nous assistons sont des règlements de comptes entre membres des fameuses « familles » qui contrôlent New York. L'homme de la rue n'intervient pratiquement jamais et n'est jamais victime. Quant aux rapports entre les hommes politiques et ceux du « milieu », s'ils sont évoqués quelquefois, on n'assiste pas à la moindre rencontre. Hollywood sera la seule exception à la règle d'isolement.

Nous voilà donc à l'intérieur d'un monde réputé secret. Et il faut reconnaître que le film parvient à nous intéresser au récit de ses joies et de ses malheurs, des guerres périodiques entre les divers clans qui le composent. A travers l'une des cinq « familles » qui contrôlent New York, Francis Coppola construit une vaste fresque dont certains aspects sont réellement surprenants. Ce sont les Corleone qui en constituent le centre : le père, dit « le parrain », ses fils, ses aides, toute une famille venue quelques décennies auparavant de Sicile. Leur vie, certes parfois mouvementée, ressemble à s'y méprendre, distinction en moins, à celle de n'importe quelle grande famille, avec sa hiérarchie, ses drames quotidiens, ses grandes joies, ses moments de chance et ses difficultés.

Ses lois aussi et un certain code de l'honneur qui poussera le parrain à refuser de donner son appui aux autres « familles » pour le trafic de la drogue, malgré la menace de réouverture des hostilités. Quel dommage simplement que cet honneur

et ces scrupules n'aient guère effleuré les maffiosi dans la réalité. La vendetta sicilienne sur le pavé de New York ne manque pas de grandeur et se révèle vite passionnante. Mais correspond-elle à la réalité ? Ces truands sont décidément trop doux pour être vrais. On retrouve la même idéalisation dans l'étude des personnages : le « parrain » tout d'abord dont la mesure et la pondération surprennent, son « conseiller » à la fidélité exemplaire, son fils Michaël qui à lui seul constitue une étude socialement intéressante. Et puis une foule de protagonistes merveilleusement servis par des interprètes de premier plan.

Tout cela constitue un film honnête, sérieux, sans véritables « longueurs », ce qui n'est déjà pas si mal pour trois heures de projection. Pourtant il manque le souffle d'un réalisateur de grand métier. Ce que fait Coppola est sensible, intelligent, simplement un peu trop harmonieux dans le cas présent. A son actif il faut évidemment mettre ces scènes de la vie sicilienne, dans le pays même, qui sont remplies de charme, et la direction d'Al Pacino dans le rôle de Michaël, personnage tourmenté par son passage du monde extérieur au monde de la Mafia en vertu des principes de hiérarchie et d'attachement familiaux auxquels il ne peut échapper. Très belles également la mort du « parrain » en présence de son petit-fils et les dernières images du film nous montrant Michaël devenu un « maffioso » à part entière doublé d'un parfait businessman.

Mais sorti de la salle de cinéma après la vision de ce film assez plaisant, on a quand même l'impression d'avoir été dupé. Car il ne s'agit ni plus ni moins que d'une « banalisation » du phénomène Mafia, ce chancre atroce qui maintient entre autres la Sicile dans le sous-développement. Il est vrai que les « médias » modernes, de la presse féminine aux journaux à sensation, se donnent pour règle de banaliser l'inacceptable pour finalement fausser le jugement et la sensibilité du lecteur ou du spectateur.

Dominique PAOLI.

ARSENAL ? Pour une revue, c'est un titre bien étrange. Il évoque les tonneaux de poudre et l'acier des armes... Quoi de plus éloigné de ces réminiscences guerrières que quelques feuillets de papier ?

On dit pourtant des idées qu'elles se répandent comme de la poudre, après avoir été élaborées par les mystérieuses alchimies de l'esprit. On sait aussi que « les plumes valent des épées » et que les théories bien mûries font parfois sauter les sociétés.

Les idées sont donc meurtrières. Elles peuvent être aussi salvatrices. En tout cas, elles méritent qu'on les étudie, qu'on rassemble les meilleures, qu'on en forge de nouvelles. Telle sera la vocation d'« Arsenal ». Revue critique des idées, « Arsenal » s'efforcera de retenir toutes celles qui permettront une meilleure harmonie dans la cité et un épanouissement plus complet de l'homme.

BULLETIN D'ABONNEMENT

RECTIFICATIF : Tous les versements doivent être faits au nom de "A.F.U." - C.C.P. 1918-59 Paris.

NOM

Prénom

Adresse (1)

Raison sociale (2)

Je souscris un abonnement d'un an, soit 10 numéros, à la revue ARSENAL et verse 60 F (abonnement normal), 150 F (abonnement de soutien).

(1) N'oubliez pas le numéro et le nom de votre rue ainsi que le Code postal. Merci.

(2) Facultatif.

le mouvement royaliste



nouveaux points de vente

PARIS (18°)

- Librairie, 111, rue Caulaincourt.
- Librairie, 71, avenue de Clichy.
- Kiosque, 53, avenue de Clichy.
- Kiosque, 132, bd de Clichy.
- Librairie, 29, rue J.-de-Maistre.

BOURG-LA-REINE

- Librairie, 110, avenue du Général-Leclerc.

circuit de distribution

Notre hebdomadaire n'est pas diffusé par les Messageries dans les kiosques. Ceci nous permet de conserver des tarifs de vente très bas, les plus bas de la presse française.

Nous demandons à nos lecteurs occasionnels, soit d'acheter régulièrement leur journal chez les dépositaires qui ont accepté d'afficher la "N.A.F.", soit de s'abonner. Nous donnons chaque semaine des extraits de notre liste de dépositaires.

PARIS (1°)

- Lamblot, 10, rue Croix-des-Petits-Champs.

PARIS (3°)

- Biblio-Press, 2, rue du Parc-Royal.

PARIS (6°)

- Librairie Française, 27, rue de l'Abbé-Grégoire.

PARIS (7°)

- Librairie Gregorie, 26, rue du Bac.

PARIS (10°)

- Librairie Roquain, 10, avenue des Petites-Ecuries.

PARIS (11°)

- Librairie, 15, avenue de la République.

PARIS (15°)

- Kiosque, place du 18-Juin (devant le Miramar).
- Librairie, 10, boulevard Victor.
- Librairie, 2, rue Lecourbe.
- Librairie, 37, rue Lecourbe.
- Librairie, 146, rue de Vaugirard.
- Librairie, 199, rue de Vaugirard.
- Librairie, 114, rue de Sèvres.

PARIS (18°)

- Kiosque, 97, rue Lamarck.
- Librairie Pilet, 26, rue Léon.

PARIS (19°)

- Librairie, 67, rue Fessart.
- Librairie, 36, av. Simon-Bolivar.

PARIS (20°)

- Librairie, 109, boulevard Davout.
- Librairie, 4, place de la Porte-de-Bagnolet.

CLAMART

- Librairie de la Mairie.

RUEIL-MALMAISON

- Librairie, 6, place de l'Eglise.
- Librairie, 6, rue Jean-Le-Coq.
- Librairie, 2, rue de la Réunion.
- Librairie, 4, place de Buzenval.
- Pavillon des Guides, 193, avenue Napoléon-Bonaparte.
- Maison de la Presse, 12, rue Maurepas.

NEUILLY

- Drugstore, 14, place du Marché.

AIX-EN-PROVENCE

- Librairie Goulard, Maison de la Presse, 37, cours Mirabeau.

ANGERS

- Au Pacha, 16, rue d'Alsace.

GRENOBLE

- France Agence, place Victor-Hugo.
- "K'Store", cours Berriat.
- Au local, 4, square des Postes.

BREST

- Librairie Delestre, 1, avenue Georges-Clemenceau.

LE HAVRE

- Kiosque de l'Hôtel de Ville (à côté du Syndicat d'Initiative).

LIBOURNE

- Librairie Aubertin, 14, place Abel-Surchamp.

NICE

- Librairie Rudin, 14, avenue Félix-Faure.
- Librairie La Biblio, avenue d'Estienne-d'Orves.
- Librairie Art et Littérature, 78, boulevard Borriglione.

SAINT-BRIEUC

- Librairie Génie, 14, rue Saint-Gouéno.

STRASBOURG

- Maison de la Presse, 10, rue du Dôme.

LILLE

- Cinéma « Au Régent », rue de Béthune.

RENNES

- Tabac - Journaux, 3, rue du Vau-Saint-Germain.
- Tabac - Journaux Buchet, 12, rue d'Antrain.

SAINT-OMER

- Maison de la Presse, rue de Calais.

VALENCIENNES

réunions

PARIS RIVE-GAUCHE

SECTION DU 7°

Réunion vendredi 17 novembre à 21 h, Café des Invalides (angle avenue La-Tour-Maubourg et avenue La Motte-Picquet), avec Philippe Darrois, rédacteur à la "N.A.F."

AUBE :

Les libertés locales et les objectifs de la N.A.F. 73, avec Hervé Catta et Michel Giraud, à Troyes. Public jeune. Débat animé.

BANLIEUE OUEST

SAINT-GERMAIN ET ENVIRONS

Mercredi 8 novembre à 21 h, chez M. Gousseau, 80, avenue Foch à Saint-Germain-en-Laye, conférence de Gérard Leclerc : « La N.A.F., tradition et progrès ».

permanences

PARIS NORD-EST

SECTION 3° - 4° - 11° - 12°

Permanence tous les mercredis 18 h 30 à la Brasserie Alsacienne Luneau, 6, place de la République (angle boulevard Voltaire).

SECTION 9° - 18°

Permanence tous les mardis de 18 h à 19 h 30, au « Carrefour », 99, rue Ordener, Paris (18°). Métro : Jules-Joffrin.

PARIS RIVE-GAUCHE

SECTION 5° - 6° - 13°

Permanence tous les mercredis à 17 h, au Café « Le Lutin » (salle en sous-sol), 18, rue Soufflot.

SECTION 15° : Issy-les-Moulineaux,

Clamart, Vanves
Vendredi 10 novembre, suspension de la permanence ; reprise le vendredi 17 novembre.

MAYENNE

LAVAL

Permanence tous les mercredis de 14 h à 16 h, au local, 53, rue d'Avesnières.

BAS-RHIN

STRASBOURG

Permanence tous les mercredis de 17 h à 19 h, à la Cafétéria, place de l'Université.

AVIS DE NAISSANCE

Après quelques ennuis bancaires, l'imprimerie de la Nouvelle Action Française a vu le jour le lundi 6 novembre. La somme recueillie par notre souscription est de 76.500 F. Nous remercions tous nos lecteurs qui ont participé à cet effort.

Cette imprimerie pourra imprimer des revues, journaux publicitaires ou tracts. Une de ses premières activités sera l'impression de notre revue "Arsenal". Nous nous mettons à la disposition de tous nos amis qui, par leurs activités professionnelles, font appel à un imprimeur, pour leur établir un devis au plus juste prix. Pour cela, il faut se mettre en rapport avec M. Gérard Carpentier qui étudiera votre problème.

NOS RÉSULTATS

TOURNAINE :

Session d'études, dans la campagne tourangelaise, d'une trentaine de militants, étudiants et lycéens de Tours et du Mans, avec Gérard Leclerc. Réunion d'information à Château-du-Loir avec des auditeurs qui ignorent tout de nous. Expérience à prolonger.

PARIS NORD-EST :

Vingt-quatre heures de réflexion pour les militants en Seine-et-Marne : formation doctrinale et méthodes de propagande.

MARDI 14 NOVEMBRE, 21 heures

44, rue de Rennes

MEETING ROYALISTE

QUE FAIRE DANS LA LUTTE

- Syndicale
- Culturelle
- Régionale
- Européenne

LE POINT SUR LES COMBATS MENÉS PAR LA N.A.F. DANS CES DOMAINES

Avec :

- Gérard LECLERC
- M^{re} Hervé CATTÀ
- Francis BERTIN

pour une révolution contre-révolutionnaire

Malgré la force d'analyse, en dépit de bien des convictions communes, il me faut avouer que la *Contre-révolution* de Thomas Molnar n'emporte pas toute mon adhésion. Un indéfinissable malaise n'a cessé de me tourmenter alors que je lisais ces pages pourtant si riches où une immense culture n'obère jamais le sens de l'actualité la plus brûlante. Est-ce parce que bon nombre d'auteurs ou d'expériences historiques, rangés par Molnar dans le même camp, me restent étrangers ou hostiles ? Il est difficile de tracer les frontières de sa *Contre-révolution*. Le principal reproche que je lui ferais sur ce point est de laisser planer une grave équivoque sur la nature du fascisme dont l'essence est foncièrement « révolutionnaire » dans l'acception stricte que cet adjectif possède dans son livre.

Voilà déjà, on en conviendra, un sérieux point d'accrochage. Il m'est personnellement impossible de me reconnaître dans un régime totalitaire et policier foncièrement bureaucratique et centralisateur, fondé sur l'enrégimentement des masses et de la jeunesse en particulier, qui dégénère tôt ou tard dans des mystiques aberrantes. A ce propos, j'avoue bien suspecter cette *foi nationale* dont il fait une caractéristique commune aux contre-révolutionnaires de ce siècle. Cette couleur de religion donnée à un attachement à une réalité positive, risque d'en dénaturer la valeur. La mystique du chef, de la race ou même de la nation-idole est souvent au bout de tentatives où la hiérarchie des valeurs se trouve de facto renversée sous le masque d'une réaction à l'immoralisme et à la subversion.

Mes quelques rencontres avec Thomas Molnar me font penser qu'il est très loin de donner son assentiment à ces pures folies. Il est d'autant plus regrettable qu'il ne les dénonce pas et ne cherche soigneusement à en démarquer le courant de pensée dont il se fait le héraut. La difficulté vient probablement qu'il y eut dans le passé de terribles compromissions dont la droite contre-révolutionnaire est encore aujourd'hui victime. On est parfois effrayé par la solidarité de « camp » qu'avouent par exemple des gens de droite avec certains individus ou des courants que les convictions contre-révolutionnaires devraient farouchement reprouver.

Une autre difficulté non élucidée par Molnar peut expliquer également mon malaise. Celle-là tient à la substance même de la pensée contre-révolutionnaire. Toute réaction est tentée de prendre le contre-pied de l'erreur qu'elle dénonce et ainsi de se fourvoyer dans une autre erreur, une erreur contraire. Il faut reconnaître que le courant contre-révolutionnaire a été souvent victime de ce jeu dialectique. Par exemple, le refus de la raison révolutionnaire, qui est une raison folle, une caricature de la raison, a conduit à un traditionalisme négateur de la raison qui est principe de sagesse. L'invention d'une tradition profane qui n'était que le décalque de la tradition religieuse telle qu'elle est conçue par l'Eglise catholique en est le signe le plus évident. A la

limite, ce refus de la raison conforté par un providentialisme outré, débouche sur une sorte de totalitarisme théocratique et patriarcal. Le premier, Lamennais en apporte une preuve vivante.

Ce n'est pas sans inquiétude que nous lisons ce texte de Maistre dont Molnar lui-même avoue la « forme trop radicale » : « *La raison humaine réduite à ses forces individuelles est parfaitement nulle parce qu'elle ne produit que des disputes et que l'homme, pour se conduire, n'a pas besoin de problèmes mais de croyances... Et lorsque sa raison se réveille, il faut qu'il trouve toutes ses opinions faites, du moins sur tout ce qui a rapport à sa conduite. Il n'y a rien de si important que ces préjugés... Sans eux, il ne peut y avoir ni culte, ni morale, ni gouvernement. Il faut qu'il y ait une religion de l'Etat comme une politique de l'Etat. Ou plutôt, il faut que les dogmes religieux et politiques, mêlés et confondus, forment ensemble une raison universelle ou nationale assez forte pour réprimer ces aberrations de la raison individuelle.* » Pris à la lettre, ces propos sont effrayants. La contre-révolution, ce serait donc Torquemada. Toute liberté de pensée serait donc impie... Nous plongeons dans un nouvel univers kafkaïen.

Bien sûr, il ne faudrait pas non plus exagérer dans l'autre sens. Auguste Comte savait reconnaître les légitimes inquiétudes de l'école théologique. L'esprit d'examen caractéristique de son âge métaphysique avait une fonction critique essentiellement destructrice. Sous peine de sombrer dans le chaos, le XIX^e siècle devait élaborer le système positif qui lui permettrait de concevoir l'ordre nécessaire. La raison principe de la science permet cette élaboration. En cela, Comte se sépare donc de l'école théologique pour qui la tradition, les habitudes immémoriales, les « préjugés », suffisent à justifier les institutions. Pourtant, il retrouve cette école pour affirmer que pour agir il faut plus que des certitudes rationnelles, des convictions, des croyances. D'où l'invention de sa religion de l'Humanité. Mais cette religion couronne l'ordre de la raison, elle ne la nie pas, elle n'en fait pas non plus le sacrifice.

De même Maurras reconnaît dans le catholicisme l'arche de salut des sociétés parce qu'il est facteur de civilisation, de raison, de vertu. Il se gardera toutefois du totalitarisme clérical comme les Capétiens, Saint Louis en tête, s'en étaient gardés. Ce totalitarisme paraît lui bien présent chez Comte qui, sur ce point, paraît plus proche de Maistre que de Maurras.

Ces différences, ces oppositions, n'apparaissent pas dans le livre de Molnar. Ainsi la profonde originalité, la spécificité de l'école d'Action française ne sont pas mises en lumière. La tradition est présentée comme un concept univoque à travers tous les représentants d'un même courant. Personnellement, je n'ai cessé de lutter contre cette équivoque. La tradition critique qui est nôtre et dont la notion définit le statut de l'empirisme organisateur, n'a rien à voir avec un succédané de tradition théologique. Entendons-nous bien : il ne s'agit nullement pour nous de vouloir ignorer

ces monuments que constitue l'œuvre d'un Bonald ou d'un de Maistre. Mais il nous est impossible de nous reconnaître comme leurs disciples intégraux. Simplement le courant traditionaliste a sa place dans une synthèse supérieure où ses défauts se trouvent corrigés.

Thomas Molnar apparaît bien conscient d'un certain nombre de carences, de l'impuissance des traditionalistes à jouer un autre rôle historique que celui d'éternelle Cassandra. Ne serait-ce pas que ce courant, dont la fonction est de lutter en permanence contre l'utopie, est lui-même profondément utopiste ? Ne conçoit-il pas comme seule société concevable un type de société patriarcal et rural idéalisé, que les réalités modernes tendent à refouler dans un passé lointain ? Et puis il faut reconnaître aussi qu'à force de se crispier sur une attitude de défense et de conservation, il sombre dans la neurasthénie et les lamentations. Attaché à un passé dont certaines valeurs, dont certaines leçons sont gravement méconnues, il en vient à dénier toute valeur à la modernité, à la création. Le nom même de nouveauté lui est insupportable. De plus, par un étrange paradoxe, à force de vouloir conserver à tout prix, il devient conservateur d'un désordre révolutionnaire établi que ses principes lui ordonnent pourtant de combattre. Eternel vaincu, le voilà accroché au radeau de son ennemi en perdition.

Les dernières lignes de Molnar, malgré une noblesse qu'on ne peut leur dénier, ont une résonance un peu fataliste : « *La tâche des contre-révolutionnaires est simplement de défendre la société et les principes d'une société d'ordre. Ce n'est pas une tâche spectaculaire, elle ne connaît pas de victoire finale, elle obtient ses succès dans le cœur et l'esprit plutôt que sur le forum. C'est une tâche qu'elle doit accomplir : jour après jour.* »

Bien sûr, dans un monde fini, il n'est jamais de victoire finale qui débouche sur l'absolu. Pourtant, si les Capétiens, les héros et les saints avaient parlé ce langage, nulle civilisation dont nous puissions tirer une légitime fierté n'aurait jailli à la face du monde, comme les flèches de Chartres dans la plaine de Beauce. Les Capétiens et les gens de l'ancienne France n'ont été des hommes de tradition que pour avoir été des amateurs du progrès, du mouvement, d'un enthousiasme qui a transformé la face du monde.

J'ai grand-peur que l'amour du passé de nos contre-révolutionnaires ne soit l'amour des ruines. Comte a appris à Maurras, qui nous l'a enseigné à son tour, l'indissoluble alliance d'une tradition vivante et d'un progrès nécessaire. Il n'est pas question de nous accrocher à un monde ancien, à défendre le désordre parce qu'il est établi. Il s'agit d'engager notre société dans une transformation radicale pour qu'elle redevenue créatrice d'une civilisation digne des plus beaux enthousiasmes.

Gérard LECLERC.